



CETTE SEMAINE

LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

SCANDALE DU CHLORDÉCONE
DANS LES ÉTOILES

ILS ONT OSÉ !

ON AVAIT RAISON

Macron nous donne le point : prix plancher, IVG, droit à mourir dans la dignité, nous avions raison ! Au salon de l'agriculture, après avoir provoqué une quasi émeute, il avait sorti de son chapeau la proposition insoumise d'instaurer des prix plancher pour les agriculteurs. La semaine suivante, nous inscrivions dans la Constitution la liberté de recourir à l'IVG, comme le demande Jean-Luc Mélenchon depuis sa campagne de 2012, idée portée par Mathilde Panot à l'Assemblée. Et il suit sa proposition d'inscrire l'IVG dans la Charte des Droits fondamentaux de l'Union Européenne. Enfin, ce dimanche, Macron a annoncé un projet de loi (encore à trous) instaurant une "aide à mourir". Un combat que nous menons aussi.

Bref, qui lui a offert l'Avenir en commun pour Noël à Macron ?

LE BULLETIN CLOUET

Hadrien Clouet, député de la circonscription de la Haute-Garonne
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE

LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES



Vendredi 8 mars, nous étions des milliers dans les rues de Toulouse et d'ailleurs pour la **journée internationale des droits des femmes**. Cette journée est un symbole, car la lutte pour les droits des femmes c'est tous les jours, et partout dans le monde. Ce 8 mars 2024, la France a marqué l'Histoire en

inscrivant l'IVG dans sa Constitution. Plus d'un an après le dépôt de la **proposition de loi constitutionnelle de Mathilde Panot**, l'IVG est aujourd'hui garanti pour toutes les femmes en France. Cette victoire contre les forces réactionnaires, fruit de décennies de luttes, est un grand pas pour les droits des femmes dans le monde - à ce jour, **40% d'entre elles vivent dans un pays qui interdit ou restreint légalement le droit à l'IVG** - nous montrons le chemin. Le combat pour les droits des femmes doit être mené sur tous les fronts, **contre les violences et pour l'égalité entre les sexes**. En France, en 2023, **94 féminicides ont été dénombrés, 1 femme sur 2 a déjà subi une violence sexuelle et 123 000 femmes en moyenne par an sont victimes de violences de la part de leur conjoint ou ex-conjoint**. Face à ce fléau, les moyens alloués par l'Etat sont quasi inexistant : **184 millions d'euros de budget total pour l'Egalité entre les femmes et les hommes en 2023** (qui ne traite pas uniquement des violences). La Fondation des femmes a estimé dans son dernier rapport qu'au moins **2,6 milliards d'euros étaient nécessaires** pour faire face aux besoins grandissants **dans la lutte contre les violences faites aux femmes** (soit **14 fois plus** que le budget actuel) : **nous demandons 3 milliards !** Lutter pour les droits des femmes, c'est aussi **combattre pour l'égalité des sexes**. En France en 2023 : **les femmes sont rémunérées 28,5% moins que les hommes** et sont encore **sous-représentées dans toutes les sphères de la société** (elles n'occupent que **26% des postes de direction**, et seulement **36% du temps de parole dans les médias**). Dans le monde, les inégalités de genre sont criantes : **les femmes détiennent moitié moins de richesses que les hommes...** mais payent leurs courses plus chères à cause de la "**taxe rose**". Invention du **capitalisme patriarcal**, la taxe rose consiste à faire payer plus cher les objets destinés aux femmes ou aux filles. En France, à produit équivalent, la taxe rose fait monter les prix du déodorant (+14,6%), des rasoirs jetables (+30%) ou encore des chaussettes pour enfant (+20%) si elles sont roses. Aujourd'hui et demain, **luttons pour la reconnaissance inconditionnelle et universelle des droits des femmes !**

À L'ASSEMBLÉE

SCANDALE DU CHLORDÉCONE : L'ÉTAT RESPONSABLE



Victoire : jeudi 29 février, la proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone, a été adoptée à l'Assemblée nationale.

Ce pesticide à spectre large empoisonne pour des siècles les Antilles. Dès décembre 2023, dans le cadre de l'Assemblée parlementaire franco-

allemande, nous avions déposé une résolution commune visant à enquêter sur la production et la commercialisation de ce dangereux biocide, dont **1500 tonnes avaient été perdues** (voir [Bulletin Clouet n°35](#)). Les **Verts allemands et les macronistes** avaient refusé, préférant protéger les industriels criminels ! Lors de l'examen de ce texte porté par le député NUPES Elie Califer, la **France Insoumise a déposé un amendement** prévoyant un **rappart sur la présence de chlordécone sur l'ensemble du territoire**, ainsi que les détails de sa production et de sa commercialisation. **Les victoires** que constituent l'adoption de cette loi en général et de cet amendement ouvre la voie à **des analyses sur les sols des Antilles en friches**, mais également à La Réunion, ou dans l'Hexagone où il a pu être utilisé sur la culture de pommes de terre. Malgré les oppositions des **ministres** (qui ont été jusqu'à **nier tout lien entre les cancers et la contamination au chlordécone**) l'amendement a pu être adopté. Pour autant le combat continue ! Il reste à conduire des études complètes sur les entreprises criminelles soient réalisées, et que les moyens sérieux soient mis pour assainir l'ensemble des sols, prendre en charge efficacement la santé des personnes contaminées, et que la responsabilité de l'Etat vaille indemnisation sérieuse.

OH LA BELLE
LISTE DE
L'UNION
POPULAIRE AUX
ÉLECTIONS
EUROPÉENNES !

EN CIRCONSCRIPTION

DANS LES ÉTOILES



Une semaine dans les étoiles ! Débat en séance de la résolution spatiale, qui capitule face à la libéralisation européenne des lanceurs spatiaux, accepte la **vampirisation de l'orbite basse** par les programmes délirants d'Elon Musk et acte le remplacement des grands programmes étatiques par des myriades de start-ups à courte durée de vie.

En contrepoint, visite toulousaine des infrastructures les plus modernes. Avec les sociologues **Arnaud Saint-Martin** et **Irénée Regnault** ainsi que mon collègue **François Piquemal**, nous avons visité **Airbus Defense & Space et Mecano ID**, champions de l'industrie spatiale. De magnifiques satellites telecom et météo de 5 tonnes, utile à l'humanité entière : pour se géolocaliser, pour observer les phénomènes climatiques, pour communiquer d'un continent à l'autre, pour cibler les intrants dans les récoltes...

Avec une volonté politique, l'espace serait d'intérêt général.

1	Manon	Aubry	34	Présidente du groupe de La Gauche au Parlement européen	75 - Paris
2	Younous	Omarjee	54	Président de la commission du développement régional au Parlement européen	974 - La Réunion
3	Marina	Mesure	34	Eurodéputée, membre de la France insoumise	13 - Bouches-du-Rhône
4	Anthony	Smith	49	Inspecteur du travail, syndicaliste	51 - Marne
5	Leïla	Chaibi	41	Eurodéputée, membre de la France insoumise	75 - Paris
6	Arash	Saeidi	49	Ancien coordinateur national de Génération's, chef d'entreprise	49 - Maine-et-Loire
7	Rima	Hassan	32	Juriste en droit international, militante pour les droits du peuple palestinien	79 - Deux Sèvres
8	Damien	Carême	63	Eurodéputé, membre d'EELV, ancien maire de Grande-Synthe	59 - Nord

REJOIGNEZ-NOUS !

hadrien.clouet@assemblee-nationale.fr

facebook.com/HadrienClouet

@HadrienClouet

instagram.com/hadrienclouet